

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 06/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TECHCI RHONE ALPES**

205 Route de la Plaine  
ZA du Truison  
73240 Saint-Genix-les-Villages

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement TECHCI RHONE ALPES implanté 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi du projet de modernisation des installations, dont l'exploitant avait fait part à l'inspection des installations classées lors de la précédente visite de l'établissement le 15/03/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHCI RHONE ALPES
- 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages
- Code AIOT : 0006104459
- Régime : Autorisation
- IED (Directive relative aux émissions industrielles) : en projet

La société TECHCI, créée en 1983, est une entreprise spécialisée dans la fabrication de circuits imprimés à forte valeur ajoutée, principalement pour l'aéronautique et le militaire, mais également pour le ferroviaire. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2010.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de réaliser des travaux de modernisation de ses installations et d'augmenter ses capacités de production.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Projet de modification	Code de l'environnement du 03/07/2022, annexe à l'article R122-2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	prévention du risque pollution par eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, 1er alinéa de l'article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La construction de la nouvelle ligne dédiée à l'activité de revêtement métallique, qui remplacera à terme l'installation vétuste existante, est achevée. La mise en service de cette nouvelle ligne devrait intervenir à l'issue de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale, qui n'est à ce jour pas encore déposé par l'exploitant.

### 2-4) Bilan des constats hors points de contrôle

L'inspection a alerté l'exploitant sur l'obligation de prendre en compte l'existence de la réserve naturelle nationale du Haut-Rhône français et les règles relatives à sa protection, dans le cadre du projet d'augmentation de la capacité de production du site, notamment pour la gestion de ses eaux résiduaires.

L'inspection des installations classées s'est assurée que l'exploitant avait bien reçu et pris connaissance du courriel relatif aux mesures de restrictions des usages de l'eau en période de sécheresse, transmis à tous les exploitants d'installations classées relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement. L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu de remplir le sondage dans le délai imparti, pour le 31 mars, afin de demander une adaptation de ces restrictions.

### 2-5) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention du risque pollution par eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, 1er alinéa de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement eaux extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Fourniture d'une étude de dimensionnement et de réalisation du dispositif de rétention sous 6 mois à compter du jour de la notification de l'AP de mise en demeure.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 1er mars 2023 les éléments demandés, l'échéance des 6 mois a été respectée.
<b>Observations :</b> Le dispositif de confinement devra être réalisé au 1er septembre 2023, conformément au 2ème alinéa de l'article 2 de l'AP de mise en demeure. Un contrôle sur site pourra être réalisé par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan localisation risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui – inspection du 15/03/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Demande du 15/04/2022 : Un plan ETARE de l'établissement a été réalisé. Celui-ci devra être complété avec un plan détaillant les produits présents par zone.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'ayant pas transmis le plan lors de la visite, l'inspection l'a informé que ce document lui serait demandé lors de la transmission du rapport de visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Projet de modification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, annexe à l'article R. 122-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dépôt nouveau dossier autorisation environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Projets soumis à évaluation environnementale : a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement. [...]
<b>Constats :</b> Le projet de l'exploitant nécessite un volume de cuve affectée au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques supérieur à 30 m <sup>3</sup> . Cette installation, mentionnée à l'article L. 515-28 du code de l'environnement pour laquelle la directive IED s'applique, doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. Par conséquent, un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale doit être déposé. Il a été rappelé à l'exploitant que cette démarche devait être effectuée en ligne sur le site : <a href="https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R57779">https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R57779</a> L'exploitant a informé l'inspection que le dépôt du dossier devrait intervenir au 1 <sup>er</sup> semestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 4 : Consommation spécifique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'ayant pas transmis ces éléments lors de la visite, l'inspection l'a informé que ces

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
documents lui seraient demandés lors de la transmission du rapport de visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois